Consultation publique sous le thème :

Opportunité, pour l'agglomération de Montréal, de se doter d'un conseil des politiques alimentaires

Mémoire présenté par Vivre Saint-Michel en santé
à la Commission sur le développement social
et la diversité montréalaise

8 octobre 2015

Vivre Saint-Michel en santé – Table de quartier
4121, 42e rue, Montréal, Québec, H1Z 1R8 | info@stmichelensante.org | 514 955-4187
www.vivre-saint-michel.org

La Table de quartier Vivre Saint-Michel en santé (VSMS)

Issu du mouvement Villes et Villages en santé, Vivre Saint-Michel en santé (VSMS) est un mouvement de concertation intersectorielle et multiréseau qui réunit des citoyens, des organismes communautaires, des institutions et des gens d'affaires de tout le quartier Saint-Michel, afin de définir et de promouvoir ensemble des priorités d'action visant l'amélioration de la qualité de vie du quartier et le développement social et économique de sa population.

Vivre Saint-Michel en santé regroupe 50 organismes et institutions du quartier, ainsi que citoyens et citoyennes. VSMS coordonne et anime les concertations, les assemblées de quartier et les rendez-vous citoyens. Il encourage la participation citoyenne et le *leadership* local.

Vivre Saint-Michel en santé poursuit les objectifs suivants :

- Maintenir la concertation et la mobilisation des acteurs du quartier autour du plan de quartier;
- Mener des actions de développement local et de revitalisation de quartier en fonction des priorités déterminées par le milieu, à savoir l'habitation, la réussite éducative, qualification et emploi, les sports et loisirs, la culture, l'alimentation, l'aménagement et la sécurité;
- Agir sur les déterminants sociaux de la santé, et travailler en concertation / partenariat sur tous ces déterminants simultanément et de façon intégrée;
- Faire la promotion des actions du quartier auprès des instances municipales, provinciales et fédérales.

En lien avec sa Théorie du changement (*Changer Saint-Michel,* 2007), la lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale se fait par deux grandes stratégies :

- Favoriser le développement des capacités (l'*empowerment*) des personnes, des organisations et des collectivités, donc la participation citoyenne, dans les activités et la gouvernance des instances communautaires et de VSMS;
- Agir simultanément et de façon intégrée sur tous les déterminants en collaboration avec tous les acteurs du milieu.

Notre territoire en quelques chiffres

Saint-Michel est délimité au nord par la voie ferrée du Canadien National (boulevard industriel), à l'est par la ville de Saint-Léonard, au sud par la rue Bélanger, et à l'ouest par la rue Louis-Hémon au sud de l'autoroute métropolitaine, et l'avenue Papineau au nord. La population est de 54 210 personnes. Sur ce nombre, une personne sur deux est issue de l'immigration. Dans notre quartier, près de 10 % des logements requièrent des réparations majeures. En terme de scolarité, 34,5 % des personnes sont sans diplôme. 35 % des personnes sont à faibles revenus et le taux de chomâge frise le 16 %. Pour compléter ce bref portrait, précisons que près de 3 300 ménages sont aux prises avec des problèmes d'insécurité alimentaire.

Le plan de quartier 2014-2018

À Saint-Michel, la démarche de planification stratégique du quartier, qui s'est étendue sur deux ans, a permis de déterminer les six priorités de quartier pour 2014-2018. L'alimentation étant ressortie comme l'une de ces priorités, les membres de la concertation Alimentation se sont engagés à consolider leurs actions déjà mises en place, et à en développer de nouvelles, afin de mieux répondre aux besoins du quartier en matière de sécurité alimentaire et de saine alimentation.

À cet effet, rappelons quelques faits saillants sur l'état de la sécurité alimentaire à Saint-Michel :

- En 2011, on retrouvait dans Saint-Michel près de 1 000 couples à faibles revenus en situation d'insécurité alimentaire, près de 1 100 familles monoparentales et, 1 300 ménages non familiaux. Encore aujourd'hui, ce sont près de 3 400 ménages dans le quartier Saint-Michel qui seraient en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, ce qui représente 15 % de l'ensemble des ménages du quartier. **Dans ces 3 400 ménages, on estime que la population défavorisée en insécurité alimentaire est d'environ 8 300 personnes.**

  Ces ménages en situtation d'insécurité alimentaire sont répartis sur l'ensemble du territoire du quartier. Cependant, le secteur Pie-IX est particulièrement défavorisé : ce secteur représente 20 % seulement de la population du quartier, mais concentre 25 % des ménages en situation d'insécurité alimentaire.

- On retrouve également de nombreux secteurs considérés comme étant des déserts alimentaires dans le quartier Saint-Michel. Bien que le quartier compte 115 commerces d'alimentation, une forte proportion de ceux-ci sont des dépanneurs.

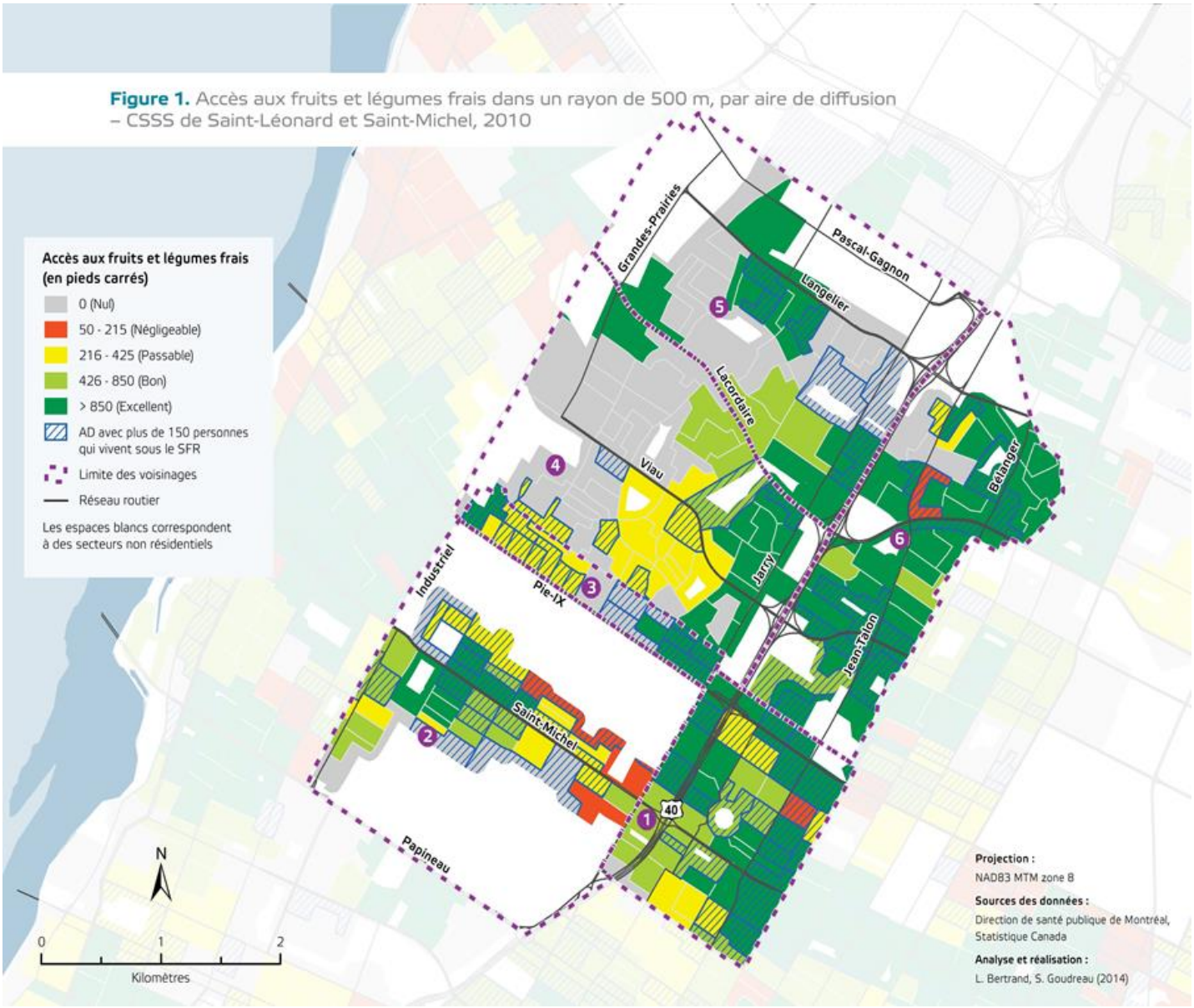
- Près de 25 % des utilisateurs des banques alimentaires sont des familles monoparentales, et 25 % sont des familles comptant deux parents et des enfants. De plus, 5 % des utilisateurs de banques alimentaires bénéficient d'un soutien de revenu pour invalidité.

- Le budget des mesures alimentaires a été grandement imputé ce qui menace la survie de ce service pourtant essentiel en matière de réussiste éducative.

  De septembre à juin, chaque jour de l'année scolaire, la Maison des jeunes par la Grand' Porte, partenaire du Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et dela Recherche, sert 127 repas chauds à 1 $ par jour aux enfants des familles les plus défavorisées de l'école primaire Saint-Noël-Chabanel.

- Une large proportion de la population du quartier Saint-Michel n'a pas un bon accès à une saine alimentation (pas seulement les fruits et légumes) à distance de marche, soit 500 mètres. Pour les ménages sans voiture, ce qui représente une partie importante de la population du quartier, cela rend l'accès à l'alimentation d'autant plus difficile. Par ailleurs, 41 % de la population active utilise les transports en commun pour se déplacer. En ajoutant les personnes non actives sur le marché du travail, la proportion de personnes adultes qui utilise les transports en commun est probablement nettement au-dessus de 41 %.

Malgré une forte proportion d'utilisateurs des transports en commun, l'offre au niveau des trajets reste insuffisante et inadéquate. À titre d'exemple, l'autobus 41 qui relie les secteurs ouest et est du quartier Saint-Michel, et dont le trajet passe à proximité des grands commerces d'alimentation, ne circule pas la fin de semaine.



Pertinence

Depuis les dernières décennies, les citadins manifestent un intérêt accru pour les jardins communautaires, les marchés fermiers, les vergers urbains, les cuisines collectives et les événements communautaires liés à l'alimentation, ainsi que le désir de participer à des ateliers de mise en conserve des aliments, d'élever des poules dans leur cour et de participer à des programmes d'éducation sur la provenance des aliments qu'ils consomment[1].

Cet intérêt renouvelé pour les systèmes alimentaires urbains requiert la création de nouveaux processus et mécanismes de prise de décisions au regard de l'alimentation, et encourage les gouvernements et les citoyens à participer activement à la mise en œuvre de ces décisions au sein des collectivités.

Par ailleurs, parmi les nombreux mécanismes mis en place dans le but de repenser les systèmes alimentaires urbains, l'un des plus efficaces semble être la création d'un conseil de politiques alimentaires (CPA)[2]. Ce dernier permettra d'avoir une vision globale et de mettre en place des actions concertées. En ce sens, doter l'agglomération de Montréal d'un conseil des politiques alimentaires est tout à fait pertinent.

Le rôle d'un conseil des politiques alimentaires dans le contexte montréalais

Un tel conseil devrait jouer un rôle de premier plan en matière d'amélioration de la santé et de la durabilité du système alimentaire montréalais. En ce sens, son mandat principal devrait être d'examiner le fonctionnement du système alimentaire montréalais et de proposer des idées, des moyens et des recommandations sur la façon de l'améliorer.

Plus spécifiquement, un tel conseil devrait travailler en concertation avec les acteurs du milieu pour :

- Établir de solides partenariats et travailler en étroite collaboration avec les tables de quartier;
- En partenariat avec les acteurs locaux, mettre en œuvre diverses activités, notamment des campagnes de sensibilisation du public aux questions liées au système alimentaire, forums citoyens, programmes d'éducation, qui contribuent à guider et à faciliter la mise en œuvre des politiques, recherches, évaluation des initiatives communautaires en matière d'alimentation, etc.
- Prodiguer des conseils et collaborer à l'élaboration et la mise en œuvre de nouvelles politiques alimentaires locales et régionales; malgré tout conserver une certaine souplesse qui reconnaisse la diversité et la composition des quartiers montréalais;
- Intervenir localement pour le développement d'environnements favorables à la saine alimentation;
- Soutenir financièrement des projets en sécurité alimentaire;

1. CENTRE DE COLLABORATION NATIONALE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA SANTÉ ET INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC, *Les conseils de politique alimentaire*, 2012, (Consulté le 1er octobre 2015) www.ccnpps.ca/docs/FoodPolicyCouncils-ConseilsPolitiqueAlimentaire_FR.pdf

2. *Ibid.*

- Soutenir les initiatives locales pour faire pousser des aliments en ville, et sur la capacité de tous les citoyens d'avoir accès à des aliments nutritifs et abordables dans les épiceries ou des marchés fermiers;
- Contribuer à la préservation des secteurs agricoles de la communauté métropolitaine de Montréal;
- Recommander des changements aux politiques alimentaires provinciales et nationales ;
- Élaborer des politiques qui favorisent la saine alimentation abordable autour des écoles, notamment en réglementant l'offre de services en restauration rapide dans leurs environs;
- Agir également sur la capacité de gérer les déchets alimentaires ainsi que sur plusieurs autres questions liées à la santé et à la durabilité.

Les ressources requises pour lui permettre de remplir adéquatement son rôle

- Disposer d'un financement stable et suffisant pour ses opérations et sa dotation en personnel. Cela ce traduit par un financement pour une permanence, mais aussi d'un budget qui agirait comme levier dans la mise en œuvre d'actions innovantes.
- Considérant que nombres de politiques et de programmes liés à l'agroalimentaire sont de responsabilité fédérale et/ou provinciale, un tel conseil des politiques alimentaires devrait pouvoir compter sur la collaboration des paliers supérieurs de gouvernement. En effet, l'atteinte de résultats concrets dépendra notamment d'orientations claires du gouvernement du Québec, de la participation de l'industrie agroalimentaire, et de la mise en place coordonnée d'initiatives locales et régionales.

Le modèle de fonctionnement le plus approprié pour un conseil des politiques alimentaires à Montréal

Selon nous, le conseil des politiques alimentaires devrait avoir une forme hybride incluant la société civile et le gouvernement municipal, et réunir des acteurs diversifiés en opérant sur le mode de la concertation et de la collaboration. Bien qu'elle demande beaucoup de temps et nécessite l'établissement d'un vocabulaire commun, la collaboration intersectorielle est une condition de succès à une telle démarche.

Le conseil des politiques alimentaires devrait mettre à profit l'expertise des organisations locales, notamment les tables de quartiers préoccupées par les dimensions sociale, environnementale ou économique, car ce sont elles qui agissent directement sur certains volets de l'alimentation.

Les enjeux prioritaires d'un conseil des politiques alimentaires à Montréal

Lors de la rencontre du Conseil d'administration de Vivre Saint-Michel en santé le 17 septembre 2015, ses membres ont signifié leur soutien aux demandes émises par la *Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain*. Notre pratique sur le terrain nous permet de souscrire entièrement aux recommandations de ce mémoire[3].

Par ailleurs, en regard du contexte michelois, voici les **principaux enjeux prioritaires** que nous souhaitons faire ressortir :

1. **Favoriser et améliorer l'accès physique et économique aux aliments sains**

   Selon une étude menée par Paquin Recherche et Associés, le quartier Saint-Michel comptait, en 2011, près de 3 300 ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, pour un total de 8 300 personnes[4]. Cette situation s'ajoute au fait que le quart de la population du territoire a un accès nul (0 pi^2), ou négligeable (50-125 pi^2) aux fruits et légumes frais à distance de marche[5].

   Outre l'accessibilité économique, l'accessibilité géographique aux aliments n'est pas égale dans tous les milieux de vie. Certaines aires géographiques sont plus défavorisées que d'autres sur le plan de l'accès aux aliments. L'accessibilité des commerces alimentaires est ainsi considérée comme limitée pour près de la moitié (45,5 %) de la population du Québec.

   Suite à ces constats, le conseil des politiques alimentaires devrait :

   - Reconnaître les tables de quartier comme interlocuteurs privilégiés en matière d'alimentation à Montréal;
   - Soutenir les initiatives de quartier en matière d'accès économique et physique à la saine alimentation; notamment la communauté stratégique en saine alimentation du quartier Saint-Michel;
   - Intégrer des initiatives alimentaires à des démarches de développement local et de revitalisation des quartiers;

3 TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN, *Pour un système alimentaire durable et équitable de la collectivité montréalaise,* mai 2012 (Mémoire de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain).

4 PAQUIN RECHERCHE ET ASSOCIÉS, *Analyse des besoins en sécurité alimentaire, quartier Saint-Michel*, mai 2011 (Recherche réalisée à la demande de Vivre Saint-Michel en santé).

5 DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE DE L'AGENCE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DE MONTRÉAL, *Études sur l'accès aux aliments santé à Montréal – Regard sur le territoire du CSSS de Saint-Léonard et Saint-Michel*, 2014 (Études réalisées par le secteur Environnement urbain et santé).

- Appuyer et promouvoir les initiatives locales en saine alimentation, notamment en mobilisant les décideurs dans des solutions qui répondent de manière durable aux problèmes d'approvisionnement alimentaire;
- Proposer des stratégies pour améliorer ou créer des espaces d'approvisionnement en fruits et légumes qui favorisent les produits locaux et l'échange de connaissances (marchés publics permanants et abordables, coopératives d'alimentation, associations entre commerçants et producteurs, jardins collectifs ou communautaires, projets d'agriculture soutenues par la communauté [ASC], etc.). Chaque quartier devrait assurer l'accès à des sources d'alimentation suffisantes et abordables, notamment pour juguler le problème des déserts alimentaires[6];
- Se faire le porte-parole des plus démunis en recommandant le maintien des mesures qui favorisent la saine alimentation abordable, notamment la mesure alimentaire dans les écoles;
- Contribuer à mieux planifier la localisation des activités agroalimentaires sur le territoire, notamment les commerces alimentaires, de façon à créer des milieux de vie complets, qui répondent aux besoins de leurs résidents. Cela peut se traduire par une mesure impliquant, dans tout futur projet immobilier, un accès de proximité aux aliments sains à distance de marche de 500 mètres, tel que préconisé par la Direction de la santé publique, notamment dans le déploiement du Plan particulier d'urbanisme de la rue Jarry du quartier Saint-Michel;
- Faire pression auprès de la Société de transports de Montréal pour qu'elle optimise son offre de transport en commun afin qu'elle réponde mieux aux besoins essentiels de l'alimentation, notamment augmenter la fréquence des trajets d'autobus est-ouest, en particulier le circuit de l'autobus 41 dans Saint-Michel.

2. Éducation à la saine alimentation

- Soutenir financièrement les organismes qui font la promotion d'une saine alimentation;
- Soutenir les initiatives qui améliorent les compétences culinaires des jeunes et des citoyens;
- Fournir un soutien logistique aux groupes communautaires et écoles qui veulent développer des projets en saine alimentation;
- Afin d'être inclusif dans la diffusion des connaissances, produire des outils d'éducation populaire sur la saine alimentation dans différentes langues, et en tenant compte de la diversité ethno culturelle;

[6] Vivre en ville (2014). Villes nourricières : mettre l'alimentation au cœur des collectivités. (Coll. Outiller le Québec ; 6). P. 43. [www.vivreenville.org]

- Promouvoir, à l'échelle locale, les ressources existantes et les services offerts en saine alimentation abordable.

Notre contribution à un CPA à Montréal

La Table de quartier souhaite être un interlocuteur privilégié pour toute question en matière de saine alimentation abordable qui touche son territoire;

La Table de quartier souhaite être interpellée lors des réflexions sur les mesures et politiques qui seront déployées sur le territoire montréalais;

La Table de quartier souhaiterait pouvoir obtenir l'appui du conseil des politiques alimentaires lorsqu'elle soumet des demandes de soutien financier pour des actions qui améliorent l'accès physique et économique à une saine alimentation abordable;

Enfin, la Table de quartier tient à rappeler son expertise en matière d'alimentation et d'aménagement et, à ce titre, souhaite contribuer au développement de politiques régionales, voire nationales.

Merci aux commissaires pour leur écoute, et dans l'espoir de pouvoir collaborer à ce conseil des politiques alimentaires dans un bref futur.

LES MEMBRES DE VIVRE SAINT-MICHEL EN SANTÉ

1, 2, 3 GO Saint-Michel ! / Femmes Relais

Association québécoise de défense des droits des personnes retraitées et préretraitées Saint-Michel

Arrondissement Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

Carrefour Jeunesse Emploi Centre-Nord

Carrefour populaire de Saint-Michel

Corporation de développement de l'Est

Centre d'éducation communautaire et d'insertion sociale du Canada

Centre communautaire Rendez-vous 50+

Centre éducatif communautaire René-Goupil

Centre Yves-Thériault

Cirque du Soleil

Citoyen — Antonio Delsonno

Citoyen — Michel Handfield

Citoyen — Raul Garcia

Citoyen — Yves-André Faustin

Citoyenne — Marie-Paule Normil

Citoyen — Jean-Serge Théodore

Citoyenne — Isabelle Roy

Centre de la petite enfance Le Camélia

Centre de la petite enfance Lieu des petits de Saint-Michel

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'île-de-Montréal

Cyclo Nord-Sud

Dynamo Théâtre

École secondaire Joseph-François-Perrault

Éco-quartier Saint-Michel / François Perrault

Entraide bénévole Kouzin Kouzin'

Entraide Saint-Michel

Eurêka ! Art et Dialogue interculturel

GAP-VIES

Groupe Conseil en Développement de l'Habitation

Groupe Orientation Emploi

Groupe scout 160e Sainte-Cécile

Joujouthèque de Saint-Michel

Journal de Saint-Michel

La Maison de répit la Ressource

Le TAZ

Le Temps d'une pause

Loisirs communautaires Saint-Michel

Maison d'Haïti

Maison de la famille de Saint-Michel

Maison des jeunes par la Grand'porte

Mon Resto St-Michel

Office municipal d'habitation de Montréal

Projet ado communautaire en travail de rue

Parrainage civique les Marronniers / Café-bistro Jarry Deuxième

Service de police de la ville de Montréal—Poste de quartier 30

Tandem Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension

TOHU, Cité des arts du cirque

Unité d'intervention mobile l'Anonyme

Voisins en action